

**Appel à communications : *Les habitants acteurs du logement***  
**Journées Jeunes chercheur·es du REHAL 2023** - 8 et 9 juin 2023  
Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme - Aix-Marseille Université

Le droit pour chacun à disposer d'un logement décent est une question majeure qui interroge tout autant la capacité de l'État et des collectivités locales à intervenir, que les modes et modèles d'intervention de chacun.e des acteurs·trices de la « chaîne » de production et de gestion de l'habitat. Dans le même temps et malgré des contraintes structurelles fortes, les individus et les ménages ne subissent pas passivement les effets de ladite « crise du logement » : au sein d'un système de contraintes, ils peuvent – plus ou moins selon leurs ressources - adapter leurs comportements et redéfinir des formes de stratégies résidentielles. Certains peuvent aussi s'organiser et ouvrir des fronts de lutte. D'une manière générale, les évolutions récentes de la production de logements, les modes de coopération qu'elles génèrent, leurs liens avec l'urbanisme, l'aménagement, le patrimoine, l'architecture, le paysage... justifient encore des efforts de recherche sur l'habitat, l'habitabilité, le cohabitat et l'écohabiter dans des environnements géographiques, climatiques et sociaux divers.

Ces enjeux sont centraux dans la mobilisation de chercheur·e-s autour des questions d'habitat, pour observer, identifier les inflexions et changements, et tenter d'éclairer les termes du débat. C'est la raison d'être de ces huitièmes journées organisées par le réseau REcherche HABitat-Logement (REHAL), qui auront lieu les 8 et 9 juin 2023 à Aix-Marseille. Elles visent d'abord à favoriser les échanges scientifiques entre les jeunes chercheur·e-s (doctorant·e-s et jeunes docteur·e-s) travaillant sur le logement et l'habitat et à les aider à faire connaître leurs travaux. Elles contribuent ensuite à renforcer le dialogue entre disciplines, en interrogeant la manière dont chacune définit, analyse et constitue ces thématiques comme objet d'étude. Elles entendent enfin renforcer et renouveler la coopération scientifique entre chercheur·e-s travaillant sur les questions de l'habitat et du logement, en France, en Méditerranée, en Europe comme dans le reste du monde.

Les journées seront structurées en sessions thématiques qui articuleront chacune un temps de présentation par les contributeur·rice-s et un temps de discussion introduit par un·e chercheur·e.

Les axes problématiques présentés ci-après sont proposés par chacun des six ateliers qui composent actuellement le REHAL. Ils peuvent inspirer les propositions soumises mais celles-ci n'ont pas à s'y limiter.

Les communications seront mises à disposition des participant·e-s avant la tenue des journées, afin de leur permettre d'en prendre connaissance pour mieux préparer les débats. Certains des travaux présentés seront, suite à une évaluation par des pairs, diffusés et valorisés par la publication d'un ouvrage collectif.

**Les axes problématiques des ateliers du REHAL**

**Trajectoires des espaces périurbains**

La volonté d'en « finir avec le périurbain » est récurrente dans les débats politiques comme scientifiques. On peut la lire dans le renforcement continu des politiques de lutte contre l'étalement urbain jusqu'à l'horizon actuel du ZAN (zéro artificialisation nette) ou encore dans les discours persistants de disqualification de ces espaces dévalorisés pour leur manque d'urbanité et ses supposées conséquences (vote front national, entre-soi...). Dans le même temps, et de manière renforcée à l'aune de la crise sanitaire et des aspirations résidentielles qu'elle a révélées, les qualités que peuvent faire valoir ces périphéries dans les systèmes urbains en cours de (re)structuration suscitent l'intérêt. Exode urbain, réenchantement pavillonnaire, réciprocité territoriale... sont autant de témoins de cette évolution des grilles de lecture appliquées aux campagnes urbaines. Que nous disent-elles des évolutions de ces territoires ?

À l'heure de la recherche d'un confort résidentiel, d'un rapport renouvelé à la proximité et à la nature, de l'évolution des modes de travail, d'un ralentissement des modes de vie, de l'invention de nouvelles solidarités villes / campagnes, l'atelier interrogera donc les trajectoires de ces campagnes urbaines dont le développement démographique se poursuit et les mutations morphologiques sont engagées. Quelles transformations s'y jouent dans les aspirations et les choix résidentiels comme dans les modes d'habiter ? Quels engagements des habitant-es dans la transformation, l'amélioration et parfois même l'invention de leur logement ? Quelles modalités suivent-ils-elles, depuis l'auto-construction ou l'auto-réhabilitation jusqu'à des formes accompagnées ou des expériences partagées dans des rapports de voisinage ? Quels rôles jouent ces contextes territoriaux spécifiques tiraillés entre l'importance de la maison individuelle et l'injonction à recevoir du collectif ? Quelles tensions s'y dessinent face aux écarts entre injonctions publiques (parfois paradoxales) et aspirations habitantes ?

### **Habiter la transition**

La rhétorique de la « transition » circule au sein de différents milieux qui, habituellement, s'inspirent d'appuis plus antinomiques. On la retrouve en effet dans les discours militants, institutionnels, professionnels, politiques, scientifiques, etc. Pour l'essentiel, ces acteurs conservent des difficultés à repenser les conditions de l'habiter au sein des modes de production et de consommation, de l'accélération des dégradations portées à l'environnement, du renforcement des inégalités ou des injustices environnementales. Mais ils sont surtout confrontés à des difficultés pratiques lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre concrètement la « transition » dans l'habitat et l'habiter au sens large. Dans quelle mesure ces difficultés pratiques liées au logement peuvent-elles nous permettre de mettre à l'épreuve cette notion, des systèmes de valeur qui la sous-tendent aux pratiques habitantes, en passant par les dispositifs et les projets mis en œuvre ? De l'éco-habitant au gilet jaune, l'atelier thématique s'intéressera donc autant aux pratiques qui se revendiquent de la « transition » qu'à celles qui se construisent en opposition à celle-ci.

### **Habitat et conflictualité**

La ville est régulièrement le théâtre de conflits assourdis, qui concernent souvent la question du logement. Désaccords et oppositions peuvent concerner de banales querelles de voisinage, des projets de construction rejetés par les riverains, l'accès ou le droit au logement, etc. Rarement violentes, ces oppositions de basse intensité passent par des interpellations d'élus, des pétitions, des recours juridiques, des occupations de logements vacants, des mobilisations diverses notamment des groupes de citoyens qui s'instituent en collectifs militants, en communautés, en groupes affinitaires, etc.

L'atelier « Habitat et conflictualités » envisage de décrypter les conflits liés au logement, cela du triple point de vue de leurs processus, de leurs lieux et de leurs représentations. Nous nous intéressons ainsi aux éléments déclencheurs des conflits : ce qui heurte, indigné, dérange, conduisant à l'opposition. Notre intérêt se porte aussi sur les terrains du conflit (chantiers, lisières entre zones de logements et grands équipements générant de possibles nuisances, etc.), ainsi qu'aux populations ou aux institutions concernées (migrants versus « autochtones », propriétaires versus bailleurs sociaux, élus et techniciens versus habitants, etc.). L'atelier s'intéresse donc aussi aux systèmes d'acteurs, souvent complexes, y compris lorsque les enjeux du conflit semblent négligeables.

Nous proposons d'inclure également dans la réflexion l'ensemble des régulations qui visent à limiter et à résoudre les conflits qui concernent différents systèmes d'acteurs : pouvoirs publics locaux et centraux, forces de police, associations, collectifs d'habitants, etc. Les modalités de la résolution des conflits posent la question de l'association des habitants aux changements, par exemple dans le domaine de la rénovation urbaine des grands ensembles ou encore de la densification dans les zones périurbaines. Se pose finalement la question suivante : au-delà du conflit, quels espaces de compromis pour le logement et l'habitat ? Quels *commons* entre les habitants ?

### **Alternatives dans l'habitat**

Le système de production bicéphale du logement, hérité des trente glorieuses, partagé entre le secteur de la promotion immobilière et un secteur social, montre des signes de faiblesse et peine à répondre aux demandes

actuelles de logement : hausse des prix, résidualisation du parc social, difficultés des ménages modestes à se loger, mais aussi des classes moyennes dans les secteurs les plus tendus. Quelles sont les pratiques, actions, expériences qui permettent de contourner ces difficultés et de continuer à se loger malgré tout ? Les fissures du modèle promotionnel offrent-elles des interstices à l'innovation ? De quelles manières se bricolent, au jour le jour, des pratiques plus ordinaires, anonymes, négociées, « privées » pour faire face : colocation qui se développe, habitat léger, etc. ?

En quoi ces « alternatives » disent quelque chose d'une évolution des attentes/ des besoins/ des aspirations en matière de logement et de modes d'habiter (depuis la sphère du privé jusqu'aux voisinages) ? Quid des registres de discours mobilisés – que disent-ils des valeurs et des projets collectifs qui fondent ces mobilisations ? Quelles interactions se dessinent de ces « mises en commun » ? Quelle pérennité de ces mouvements ? En quoi ces expériences – les freins ou les leviers à leurs développements – font-elles émerger des manières différentes d'organiser les territoires ?

### **Acteurs et opérateurs du marché et de la gestion**

Nombre d'acteurs de la production de logement, des marchés immobiliers, de l'investissement et de la gestion occupent une place centrale dans les politiques publiques comme dans les trajectoires sociales des ménages. Il peut s'agir d'acteurs économiques privés (promoteurs immobiliers, syndicats de copropriété, notaires, agents immobiliers, SCI, propriétaires fonciers et immobiliers, etc.), mais également d'acteurs du logement social et des collectivités locales, engagés dans un processus de recomposition des liens entre acteurs publics et privés, ainsi que des ménages, souvent placés eux-mêmes en position d'acteurs de marché.

L'atelier vise à apporter des éléments de connaissance sur les caractéristiques et les logiques d'action de ces acteurs, qu'il s'agisse des différentes formes d'investissement sur les marchés, de la diversité des liens entre acteurs, allant de la concurrence à l'action collective, de l'évolution des groupes professionnels ou encore des modalités de production de connaissances et de représentations des marchés du logement. L'objectif sera également d'interroger le rôle de ces acteurs dans les mécanismes de marché, les politiques publiques de l'habitat, la financiarisation, l'entretien des logements, ainsi que dans les choix résidentiels et patrimoniaux des ménages.

### **Vulnérabilités résidentielles**

La « crise du logement » n'a pas les mêmes effets sur toutes les populations. Pour comprendre ces inégalités d'accès au logement et de conditions résidentielles, nous nous intéressons autant aux expériences de vulnérabilités résidentielles vécues par les habitants, qu'aux politiques publiques qui les engendrent ou visent à les réduire.

Quelles sont les populations concernées par les différents types de mal-logement, du logement indécent/indigne/informel, du sans-abrisme et des bidonvilles aux situations de suroccupation ou d'insalubrité ? Quelles formes et modalités d'habitat leur sont accessibles, avec quelles interactions et répercussions sur l'ensemble de leurs trajectoires, résidentielles et sociales ? Comment les politiques publiques et les différents acteurs-rices de l'habitat tentent-elles d'apporter des solutions pour diminuer ces inégalités et les formes les plus contraintes et les plus défavorisées de conditions résidentielles ? Comment se redéfinissent les dispositifs d'hébergement d'urgence et d'accompagnement vers le logement selon les différentes catégories de populations concernées ? Les communications pourront également mettre en regard les expériences de l'habiter (surpeuplement, dégradation ou vétusté du bâti, informalités etc.) avec les catégories de l'action publique qui cherchent à la qualifier (indignité, indécence etc.)

Les situations de vulnérabilités résidentielles peuvent aussi donner lieu à des mobilisations pour les dénoncer et tenter de les faire évoluer : dans quelles conditions ces luttes peuvent-elles émerger ? Comment et par qui se manifestent-elles ? Plus généralement, la question du droit mérite d'être analysée au-delà de la thématique du droit au logement pour les populations vulnérables : droit à l'accès aux ressources (eau, énergie), aux aménités urbaines et aux services par exemple. Enfin, sans épuiser l'ensemble des thématiques pouvant être abordé pour éclairer les enjeux soulevés par la vulnérabilité résidentielle, les communications pourront croiser vulnérabilités résidentielles et vulnérabilités écologiques.

L'envoi des propositions se fera aux trois adresses électroniques ([lucie.bony@cnrs.fr](mailto:lucie.bony@cnrs.fr) ; [lauraguerin00@gmail.com](mailto:lauraguerin00@gmail.com) ; [beatrice.mesini@univ-amu.fr](mailto:beatrice.mesini@univ-amu.fr)) et a pour date limite le **20 janvier 2023**.

Elles ne dépasseront pas une page et devront comporter, outre le titre de la proposition, une description de la problématique et de la méthode employée, l'inscription dans l'un des six Ateliers du REHAL, ainsi que les éléments suivants concernant les auteurs : Nom, Prénom, adresse électronique, université et laboratoire de rattachement.

Le comité scientifique informera les auteur·e·s des propositions retenues au plus tard le 10 février 2023. Ils-elles devront remettre le texte rédigé de leur communication (qui comprendra au maximum 30 000 signes espaces compris) par courrier électronique au plus tard le **20 avril 2023**, aux mêmes adresses.

Pour tout renseignement complémentaire, vous pouvez écrire à ces trois adresses et consulter le site web du REHAL : <http://blogs.univ-tlse2.fr/rehal/le-rehal/>

**Comité scientifique** : Margot Bergerand (LAVUE), Laura Guérin (LAVUE-CRH), Hélène Jeanmougin (LAVUE-MESOPOLHIS), Amel Zerourou (INAMA), Gwenaëlle Dourthe (TELEMMMe), Claire Carriou (Lab'Urba), Fabrice Escaffre (LISST-Cieue), Marie-Christine Jaillet (CNRS-LISST), Muriel Girard (INAMA), Béatrice Mésini (CNRS-TELEMMMe), Carole Barthélémy (LPED), Eleonora Canepari (TELEMMMe), Lucie Bony (CNRS-LAVUE), Jérôme Boissonade (LAVUE-ALTER) Claire Aragau (Lab'Urba), Laurent Cailly (CITERES) Séverine Bonnin Oliveira (LIEU), Didier Desponds (MRTE), Pierre Bergel (ESO), Anne D'Orazio (LAVUE-LET), Loic Bonneval (CENTRE MAX WEBER), Julie Pollard (Université de Lausanne), François Valegeas (ART-Dev), Elisabeth Peyroux (PRODIG), Fanny Gerbeaud (PAVE), Lionel Rouge (LISST), Nadine Roudil (LAVUE)

**Comité d'organisation** : Agnès Rabion (TELEMMMe), Caroline Chagniot-Testanière (TELEMMMe), Béatrice Mésini (TELEMMMe), Eleonora Canepari (TELEMMMe), Gwenaëlle Dourthe (TELEMMMe), Muriel Girard (INAMA), Carole Barthélémy (LPED), Hélène Jeanmougin (LAVUE-MESOPOLHIS), Amel Zerourou (INAMA)